

La Lettonie rejoint la zone euro

La Lettonie est devenue le 1^{er} janvier 2014 la 18^e État membre de la zone euro. Cette adhésion est l'aboutissement d'un processus de convergence qui avait donné lieu à un rapport publié par la BCE en juin 2013. La Lettonie, qui est membre de l'Union européenne depuis le 1^{er} mai 2004, prévoyait d'intégrer la zone euro dès 2008, mais le pays a été frappé par une importante crise économique en 2008-2009 qui s'est notamment traduite par une chute de 25 % du PIB (17 % pour la seule année 2009). Cette crise a justifié l'application d'un plan de redressement économique drastique, ce qui a permis à la Lettonie de satisfaire aux critères de convergence (inflation, déficit public, stabilité des taux de change et taux d'intérêt à long terme).

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 9 janvier, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré, lors de sa conférence de presse : « Les tensions sous-jacentes sur les prix dans la zone euro devraient rester contenues à moyen terme. Corroborant ce scénario, les évolutions monétaires et celles du crédit demeurent atones. Dans le même temps, les anticipations d'inflation à moyen et à long terme pour la zone euro sont solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. Cette configuration continue d'indiquer que nous pourrions connaître une période prolongée de faible inflation, suivie d'une remontée graduelle vers des taux d'inflation inférieurs à, mais proches de 2 %. Dans ce contexte, le Conseil des gouverneurs tient à souligner qu'il maintiendra une orientation accommodante de la politique monétaire aussi longtemps que nécessaire, ce qui soutiendra la reprise progressive de l'économie dans la zone euro. En conséquence, nous réitérons fermement nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE et continuons de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Comme indiqué précédemment, cette anticipation est fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie des évolutions monétaires. ».

2 - Eurostat

Eurostat a publié le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE17). Il s'est établi à 12,1 % en novembre 2013, stable par rapport à Avril. Dans l'UE28, le taux de chômage ressort à 10,9 %, stable depuis mai. Dans les deux zones, les taux ont augmenté de façon significative par rapport à novembre 2012, où ils se situaient respectivement à 11,8 % et 10,8 %. En novembre 2013, 26,553 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE28 dont 19,241 millions en zone euro. Par rapport à octobre 2013, le nombre de chômeurs a augmenté de 19 000 personnes dans l'UE28 et de 4 000 en zone euro. Parmi les états membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,8 %), en Allemagne (5,2 %) et au Luxembourg (6,1 %) ; à l'inverse, les plus élevés se retrouvent en Grèce (27,4 %) et en Espagne (26,7 %).

Actualité législatives

Publications au Journal Officiel

Loi n° 2014-1 du 2 janvier 2014 habilitant le Gouvernement à simplifier et sécuriser la vie des entreprises.

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=13ABB484C15CD1F551C6B9A960DE84AA.tpdjo01v_1?cidTexte=JORFTEXT000028424785&dateTexte=

Arrêté du 23 décembre 2013 relatif au régime prudentiel des sociétés de financement.

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=78B5F96C3A1ECA08706AE632EC6D60EE.tpdjo02v_2?cidTexte=JORFTEXT000028396367&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028396022

Arrêté du 23 décembre 2013 relatif aux conditions d'accès aux activités bancaires et financières et à leur exercice.

http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=A9236DDF06544416AA53117466B000DB.tpdjo06v_1?cidTexte=JORFTEXT000028396396&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028396022

Divers

SEPA : Communiqués de la Commission européenne et de la BCE du 9 janvier 2014 sur l'instauration d'une période de transition. Communiqué de la Commission européenne : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-14-6_fr.pdf / Communiqué de la BCE : https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/cp-bce-declaration-de-l-eurosysteme-relative-a-la-date-de-fin-de-migration-vers-le-SEPA.pdf

La BCE a présenté le 13 janvier un nouveau billet de la série « Europe » de 10 euros.

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/cp-bce-presentation-du-nouveau-billet-de-10-euros.pdf

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

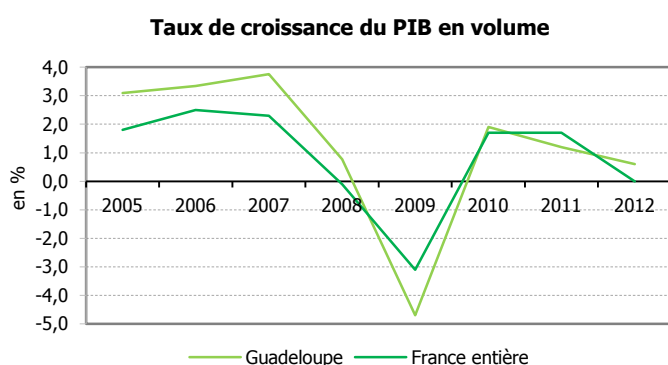
La conjoncture bancaire et financière au 4^e trimestre 2013

Au regard des résultats l'enquête de conjoncture menée en novembre 2013 par l'IEDOM auprès des dirigeants des banques locales, l'activité bancaire serait mieux orientée au 4^e trimestre 2013. En dépit d'un environnement économique jugé toujours incertain, l'activité de crédit afficherait une progression plus marquée par rapport au 3^e trimestre. La collecte des dépôts devrait également s'accélérer en raison notamment de l'effet saisonnier traditionnellement relevé en fin d'année. Le PNB des banques locales devrait croître sensiblement grâce au développement des commissions. Le résultat net enregistrerait une augmentation permise par l'amélioration du coût du risque.

Néanmoins, cette tendance ne devrait pas se poursuivre au 1^{er} trimestre 2014, les dirigeants des établissements de crédit anticipant globalement une dégradation de leurs indicateurs bancaires et financiers. L'activité de crédit serait peu dynamique tant pour les particuliers que pour les entreprises. La collecte des dépôts s'inscrirait pour sa part en nette diminution. Le PNB et le résultat net de la place bancaire locale devraient également s'inscrire en baisse.

Comptes économiques 2012 de la Guadeloupe

Dans le cadre du partenariat CEROM (Comptes Économiques Rapides pour l'Outre-Mer) qui réunit l'INSEE, l'AFD et l'IEDOM, les comptes économiques de la Guadeloupe ont été publiés pour l'année 2012.



La reprise, amorcée en Guadeloupe en 2010, s'est poursuivie en 2011 et en 2012, mais à un rythme de plus en plus faible. Le PIB régional a continué d'augmenter, de 0,6 % en euros constants sur l'année. Toutefois, le ralentissement est net par rapport à 2011 où il connaissait une progression deux fois supérieure (+1,2 %) et plus net encore par rapport à 2010 (+1,9 %). En 2012, la croissance en Guadeloupe reste néanmoins supérieure à celle enregistrée au niveau national et en Martinique, où elle est nulle (0 %) dans un cas comme dans l'autre. La croissance a reposé d'abord sur l'augmentation de la dépense publique. La consommation des ménages, si elle a été relativement peu dynamique, a joué un rôle de soutien de l'activité important. En revanche, l'investissement a été orienté à la baisse, alors qu'il était en progression en 2010 et en 2011.

La publication est librement téléchargeable sur : www.cerom-outremer.fr

Vulnérabilité des ménages en Guadeloupe

À fin décembre 2013, le nombre de personnes physiques en situation d'interdit bancaire s'établit à 20 478, soit une baisse de 1,6 % par rapport au mois précédent et de 2,1 % sur un an. Le nombre de retraits de cartes bancaires s'élève à 470 pour le mois de décembre, en hausse de 2,6 % en glissement annuel. Depuis le début de l'année, 6 567 cartes ont été retirées de la circulation, soit une hausse de 22,6 % par rapport à 2012.

En décembre 2013, 32 dossiers de surendettement ont été déposés, le nombre le plus élevé de l'année. Depuis janvier 2013, 287 dossiers ont été déposés, soit deux dossiers de moins qu'en 2012 (-0,7 %).

Parution du « Tableau de Bord CEROM » du 3^e trimestre 2013

Dans le cadre du partenariat CEROM le « Tableau de Bord » relatif au 3^e trimestre 2013 a été publié et est librement téléchargeable sur : www.cerom-outremer.fr

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Le Conseil général vote le budget primitif 2014

Les conseillers généraux ont adopté le 18 décembre le projet de budget primitif 2014 qui s'élève à 748 millions €. Il s'agit en priorité de répondre aux besoins sociaux de la population avec plus de 438 M€ consacrés à l'action sociale, notamment via l'ouverture de 9 nouveaux établissements pour personnes âgées dépendantes et une enveloppe de 227 M€ dédiée au Revenu de solidarité active (RSA). Un autre objectif consiste à soutenir l'activité économique et répondre aux besoins d'aménagement du département à travers un programme d'investissement de près de 100 M€. Dans cette perspective, le Conseil général consacrera une enveloppe de 20,8 M€ aux dépenses d'équipements des collèges et 31,1 M€ pour le réseau routier et le transport.

Revalorisation du SMIC

Selon le décret publié au Journal officiel du 20 décembre 2013, le salaire minimum de croissance (SMIC) est revalorisé de 1,1 % à compter du 1^{er} janvier 2014. Le nouveau montant horaire brut est ainsi porté à 9,53 euros (contre 9,43 euros au 1^{er} janvier 2013), soit 1 445,38 euros bruts mensuels sur la base de la durée légale de 35 heures hebdomadaires (contre 1 430,22 euros bruts, précédemment). Le SMIC avait été revalorisé de 0,3 % en 2013. Le minimum garanti est quant à lui relevé de 0,6 % au titre de l'inflation et s'établit donc à 3,51 euros.

Accord européen sur les travailleurs détachés

La Communauté européenne a récemment établi un ensemble de règles obligatoires relatives aux conditions de travail d'un travailleur détaché dans un autre État membre. Cette législation a pour objectif de garantir la protection dans toute l'Union européenne des droits et des conditions de travail d'un travailleur détaché et d'éviter le «dumping social». Ces nouvelles règles doivent refléter les normes appliquées aux travailleurs de l'État membre d'accueil.

Création de l'Observatoire de l'énergie et du climat

La Région Guadeloupe, la Direction de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de la Guadeloupe (DEAL), la direction régionale de l'ADEME Guadeloupe, Météo-France et EDF Archipel Guadeloupe ont annoncé le 9 décembre la création de l'observatoire régional de l'énergie et du climat. L'observatoire sera un outil d'aide au service des politiques publiques et de la prise de décision en délivrant des indicateurs et des analyses sur l'état de développement, la maîtrise de la demande énergétique et sur l'adaptation aux changements climatiques. L'ensemble des informations sont accessibles au public et une première publication présente les chiffres clés de l'énergie en 2012.

Premier forum des métiers de la mer

À l'occasion de l'arrivée de la Mini-Transat à la voile reliant les ports de Bretagne à Pointe-à-Pitre, les acteurs du nautisme ont organisé le premier forum des métiers de la mer les 6 et 7 décembre. Cette manifestation a été l'occasion d'informer et de susciter des vocations pour les métiers de la mer en présence notamment des professionnels de la marine marchande et du tourisme.

ACTUALITÉ RÉGIONALE

Rencontre du Préfet des Iles du Nord et du CESC

Le Conseil économique, social et culturel (CESC) de Saint-Martin recevait le préfet Philippe Chopin le 11 décembre lors d'une audience en séance plénière. Plusieurs thèmes ont été abordés tels que le chômage, la coopération avec Sint Maarten, la loi organique et le développement économique. Par ailleurs, une rétrospective de l'année 2013 et les perspectives pour 2014 ont été évoquées.

Partenariat entre la Collectivité de Saint-Martin et EDF Guadeloupe

Le 16 décembre, Mme Aline Hanson, Présidente du Conseil territorial de Saint-Martin et M. Pascal Mithois, Directeur d'EDF Archipel Guadeloupe, ont présenté à l'Hôtel de la Collectivité le partenariat de la Collectivité et d'EDF Archipel Guadeloupe en faveur d'une opération d'efficacité énergétique relative à l'éclairage public. Ce premier partenariat entre la Collectivité et EDF Archipel Guadeloupe se traduit par la rénovation de 840 points lumineux du réseau d'éclairage public, permettant une économie d'énergie globale de plus de 10 %. Il s'agit de la plus importante opération d'économie d'énergie réalisée à ce jour à Saint-Martin.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe France entière	Novembre 2013		128,4 127,2	0,7 % -0,1 %	0,0 % 0,7 %
Demandeurs d'emploi (Source : Dicccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Novembre 2013		60 870	0,3 %	2,0 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Novembre 2013		253,3 2 511,1	- -	28,9 % 3,5 %
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Novembre 2013 Cumul annuel		297 4 149	-37,5 % -	-33,4 % -10,8 %
Vulnérabilité des ménages (Source : Iedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Décembre 2013		20 478 470	-1,6 % -24,2 %	-2,1 % 2,6 %

INDICATEURS SECTORIELS					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbes)	Nombre de passagers (hors transit)		Novembre 2013 Cumul annuel		135 589 1 783 461	7,8 % -	3,7 % 1,4 %
Trafic maritime (Source : Port Autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties)		Novembre 2013		252 787 56 337	21,4 % 6,7 %	-17,0 % -0,8 %
Fréquentation des hôtels classés (Source : Insee)	Nombre de nuitées (en milliers)		Juin 2013 Cumul annuel		57 596	-36,0 % -	-5,0 % -1,3 %
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Décembre 2013 Cumul annuel		2 085 16 038	34,7 % -	-10,2 % -6,9 %
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Décembre 2013 Cumul annuel		15 030 219 589	-13,2 % -	-11,4 % -5,5 %

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : « Tableau de bord économique de la Guyane » en trois langues

Publié dans le cadre du partenariat Cerom (AFD, Iedom, Insee), le tableau de bord économique de la Guyane apporte une vision synthétique et rapide de l'évolution conjoncturelle de notre territoire au travers d'une sélection d'indicateurs macroéconomiques choisis. La dernière parution intègre désormais une traduction en langue portugaise, en plus de la version en langue anglaise déjà disponible. Cette publication est accessible gratuitement sur le site du partenariat Cerom : www.cerom-outremer.fr/cerom/.

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Carburants

L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 1^{er} janvier 2014, le prix de vente au détail des carburants à 1,66 € / litre pour l'essence (+ 2 centimes par rapport au mois de décembre) et 1,54 € / litre pour le gazole (+ 3). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 22,56 €, soit une baisse de 36 centimes.

Prix à la consommation

En novembre 2013, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en légère baisse en Guyane (- 0,1 % sur le mois). Sur un an, l'indice des prix augmente de 1,0 %, impacté principalement par la progression des prix de l'alimentation (+ 2,6 %) et des services (+ 1,1 %). D'un niveau supérieur à celui constaté en Martinique (+ 0,8 %), en Guadeloupe (+ 0,0 %), et sur l'ensemble de la France (+ 0,7 %), l'augmentation des prix en Guyane est légèrement inférieure à celle constatée à La Réunion (+1,1 %).

Ventes de véhicules

Après avoir déjà reculé en 2012 (-10,1% sur l'année), les ventes de véhicules neufs aux particuliers sont de nouveau en baisse en 2013, avec 4 046 véhicules vendus, soit une légère diminution de 1,6 %. Les ventes de véhicules utilitaires subissent une plus forte baisse, avec 1 026 véhicules vendus, soit -14,4 % par rapport à l'année précédente.

Population

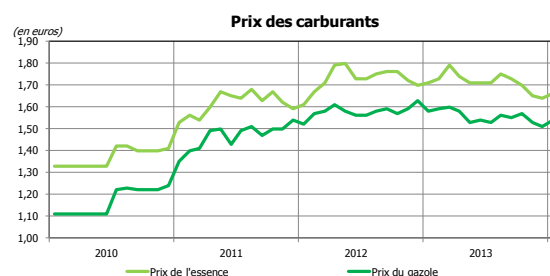
Les chiffres définitifs de la population légale au premier janvier 2011 publiés par l'Insee comptabilisent 237 550 habitants, un chiffre en croissance de 3,36 % par rapport à 2010. La commune de Cayenne voit sa population diminuer au profit de ses communes limitrophes (Macouria, Matoury, Rémire-Montjoly, Montsinéry-Tonnegrande). Ce sont les communes de l'Ouest Guyanais (Papaïchton, Maripasoula, Grand Santi et Saint-Laurent du Maroni) qui gagnent le plus d'habitants : plus d'un quart de la population guyanaise vit dans ces communes contre 21 % en 2006.

Visite présidentielle

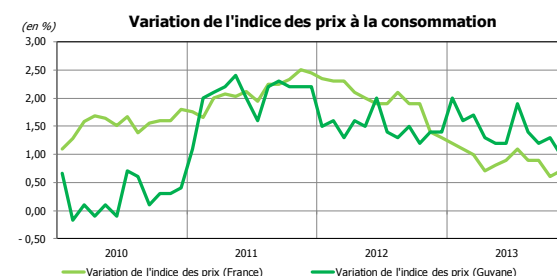
Le président de la République, François Hollande, était en visite officielle en Guyane les 13 et 14 décembre dernier. De retour du Brésil, où il a effectué une visite d'Etat de deux jours, le président a évoqué la ratification de l'accord bilatéral relatif à la lutte contre l'orpaillage illégal signé lors de cette visite d'Etat (cf. infra). D'autres thèmes ont également été abordés, comme la question de l'emploi des jeunes, de l'insécurité ou du développement de l'agriculture. François Hollande a également pu visiter le centre spatial ainsi que les pas de tir des fusées Ariane 5, Vega et Soyouz et le site envisagé pour le futur ensemble de lancement d'Ariane 6.

BTP

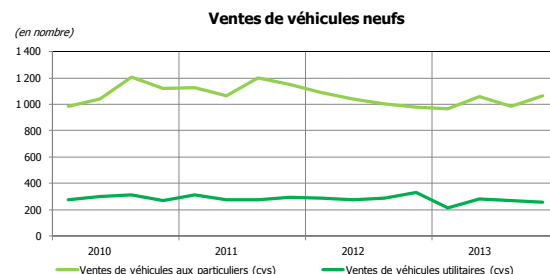
Les ventes de ciment pour l'année 2013 atteignent 93 589 tonnes, soit un recul de -10,1 % par rapport à l'année précédente où avait été établi le record de 104 135 tonnes. Le chiffre des ventes reste toutefois supérieur aux ventes de l'année 2011 (89 135 tonnes).



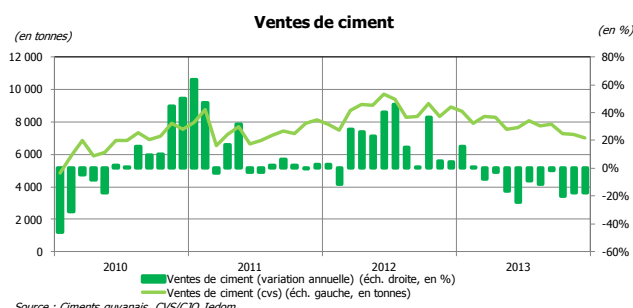
Source : Préfecture



Source : Insee



Source : Snamati, CUS/CIO, Iedom



Spatial

Jean-Yves Le Gall, Président du Cnes, a présenté le lundi 6 janvier ses vœux à la presse française et internationale. Cette conférence de presse a été l’occasion d’effectuer une rétrospective de l’année 2013 et de présenter les perspectives de l’année 2014, année charnière de la politique spatiale européenne. En 2013, en ce qui concerne Ariane, la feuille de route décidée à Naples fin 2012 a commencé à se mettre en place concernant les adaptations d’Ariane 5 et le développement d’Ariane 6. Par ailleurs, le budget du Cnes sera en augmentation en 2014 pour atteindre 2 127 millions d’euros, le niveau le plus élevé depuis plus de dix ans. Au total, avec 30 € par an et par habitant, le budget que la France consacre par habitant à l’espace civil est le deuxième au monde, derrière les Etats-Unis avec 46 € par an et par habitant. Stéphane Israel, président d’Arianespace, a quant à lui présenté ses vœux le 9 janvier à Cayenne où il a notamment rappelé l’importance de la Guyane pour l’industrie spatiale européenne et les objectifs d’Arianespace pour 2014, soit 12 lancements.

Orpaillage

La production d’or diminue légèrement en 2013, avec des exportations d’or cumulées à fin novembre représentant 1,25 tonne d’or, soit une baisse de 22,7 % CVS par rapport au niveau atteint fin novembre 2012. Parallèlement, l’Observatoire de l’Activité minière et de l’évaluation des impacts, publié en décembre, fait état de 771 chantiers d’orpaillage illégaux repérés depuis début 2013 en Guyane, contre 726 en 2012 et 392 en 2011. Par ailleurs, les députés brésiliens ont ratifié le 12 décembre dernier l’accord de coopération avec la France portant sur la lutte contre l’orpaillage illégal. Signé en 2008 par les présidents Lula et Nicolas Sarkozy, et ratifié par la France en 2010, l’accord permettra de faciliter les poursuites contre tous les acteurs de la filière aurifère illégale, revendeurs et fournisseurs compris, des deux côtés de la frontière, sur une zone de 150 kilomètres.

Emploi public

Selon la dernière parution de la revue « Antianéchos » de l’Insee, 21 400 personnes travaillaient dans la fonction publique en Guyane en 2011. Le taux d’administration de 9,4 % classe la Guyane au cinquième rang des régions françaises. Les fonctionnaires des trois versants de la fonction publique (État, Hospitalière, et Territoriale) représentent ainsi plus de 30 % de la population active guyanaise, contre 18,7 % en France hexagonale. La Guyane est par ailleurs une des régions où la parité homme femme est la mieux respectée dans la fonction publique. La publication est disponible sur le site internet de l’Insee : www.insee.fr/guyane

SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

INDICATEURS MACROECONOMIQUES	Sur le mois		Indicateurs		Données brutes		Var. mensuelle CVS		Var. sur un an CVS		Sources	
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↕ ↕ ↕ ↕	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Nov-13	127,2	-[0,2%]	[1,0 %]	Insee Préfecture/Dieccte				
			Prix administré du litre d'essence	Janv-14	1,66	[1,2%]	[-2,9%]					
			Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Nov-13	21 639	[-2,1%]	[11,5%]					
			Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Oct-13	8 216	[-0,1%]	[-0,7%]					
	CONSUMMATION	↕ ↕	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Nov-13	16 833	[2,6%]	[8,7%]	Caf Caf				
			Prestations nettes versées (1)	Nov-13	9,3 M€	[-4,8%]	[10,3%]					
	INVESTISSEMENT	↕ ↕		Cumul	96,8 M€		[9,8%]					
			Importations de biens de consommation (BC) (3)	Nov-13	16,7 M€	2,0%	3,7%	Douanes				
	COMMERCE EXTERIEUR	↕ ↕		Cumul	152,6 M€		8,4%		Somafi			
Ventes de véhicules neufs aux particuliers			Déc-13	394	-14,3%	-1,6%						
	↕ ↕		Cumul	4 046		-1,1%						
		Importations de biens d'équipement (BE) (3) (4)	Nov-13	60,4 M€	6,1%	44,0%	Douanes					
	↕ ↕		Cumul	476,6 M€		21,3%		Somafi				
		Ventes de véhicules utilitaires	Déc-13	107	-10,9%	-26,4%						
	↕ ↕		Cumul	1 026		-13,8%						
		Exportations (3)	Nov-13	22,9 M€	-32,8%	28,2%	Douanes					
	↕ ↕		Cumul	224,1 M€		6,8%		Douanes				
		Importations (3) (4)	Nov-13	154,2 M€	-2,2%	17,1%						
	↕ ↕		Cumul	1 479,9 M€		13,2%						

INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL	↕ ↕	Tirs effectués	Cumul à Déc-13	7 tirs (4 Ariane 5, 2 Soyouz, 1 Vega)		10 tirs à Déc-12		Arianespace
			Satellites lancés	Cumul à Déc-13	14 satellites, et 1 ATV*		18 satellites et 1 ATV*		
	BTP	↕ ↕	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Déc-13	6 575 tonnes	-5,5%	-24,1%	Ciments guyanais	
				Cumul	92 130 tonnes		-10,0%		
	INDUSTRIE	↕ ↕ ↕ ↕	Exportations d'or en volume (3)	Nov-13	90 kilos	-24,2%	-28,7%	Douanes	
				Cumul	1 249 kilos		-22,7%		
			Exportations d'or en valeur (3)	Nov-13	2,7 M€	-56,6%	-55,1%	Douanes	
				Cumul	41,4 M€		-32,0%		
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↕ ↕	Cours de l'once d'or	Nov-13	1 276,62 \$	[-2,9%]	[-25,9%]	London Bullion Market Assoc./AFD	
			Grumes sorties de forêt	Déc-12	20 767 m3	29,8%	215,8%		
	↕ ↕		Cumul	74 878 m3		1,7%	ONF		
		Exportations de crevettes (3)	Nov-13	34 tonnes	-3,3%	32,1%		Douanes	
	↕ ↕		Cumul	405 tonnes		-2,7%	Douanes		
		Exportations de poissons (3)	Nov-13	221 tonnes	-4,9%	-30,0%			
	↕ ↕		Cumul	1 351 tonnes		-4,1%	Douanes		
		Exportations de riz (2) (3)	Nov-13	0 tonne	n.s	-100,0%			
	↕ ↕		Cumul	0 tonne		-100,0%			
		Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Nov-13	33 150	-0,2%	-4,5%	CCIRG		
TOURISME	↕ ↕		Cumul	401 736		2,5%		Insee	
		Nombre de nuitées	Oct-13	28 000	0,9%	-24,3%			
	↕ ↕		Cumul	273 000		-2,9%			

[Données non CVS] *ATV pour Automated Transport Vehicle (Véhicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

(4) Données excluant l'importation exceptionnelle du navire d'exploration pétrolière affrété par Shell en juin 2012.

ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

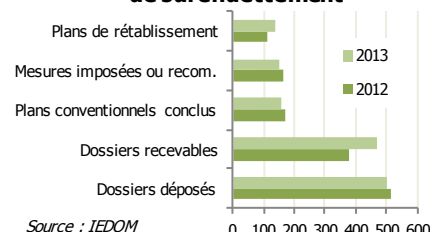
Surendettement : baisse des dossiers déposés en 2013

Le nombre de dépôts de dossiers affiche un nouveau recul, avec 501 dossiers en 2013, contre 512 en 2012 et 552 en 2011). Le taux d'irrecevabilité s'établit à 11,1 %, le taux de redépôts à 9,6 %. 157 dossiers orientés vers une procédure amiable ont abouti à la conclusion d'un plan conventionnel, ce qui porte le taux de succès en phase amiable à 44,3 % (contre 43,4 % en 2012). Dans 148 dossiers, en l'absence d'accord, le débiteur a demandé la mise en œuvre de la phase MIR (mesures imposées ou recommandées par la commission). Par ailleurs, la commission a orienté 141 dossiers vers un plan de rétablissement personnel, la procédure indiquée lorsque la situation financière du débiteur est jugée irrémédiable.

Il convient de noter l'évolution du cadre juridique en 2014, avec l'entrée en vigueur de la loi bancaire relative à la séparation et la régulation des activités bancaires, qui avait été adoptée en juillet 2013. Elle vise en effet à simplifier la procédure de surendettement, et permettre ainsi la réduction de la durée de traitement des dossiers.

En outre, le projet de loi Consommation fait l'objet d'une 2^e lecture au Sénat au mois de janvier 2014. Il prévoit notamment la création d'un registre national des crédits aux particuliers, devant être consulté par les établissements de crédit avant l'accord d'un nouveau crédit, et permettant donc une plus grande responsabilisation des prêteurs.

Traitement des dossiers de surendettement

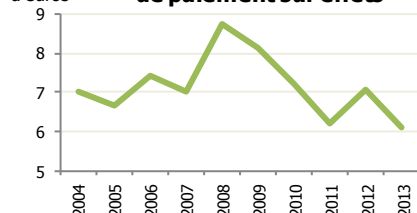


Source : IEDOM

Vulnérabilité des agents : amélioration sensible en 2013

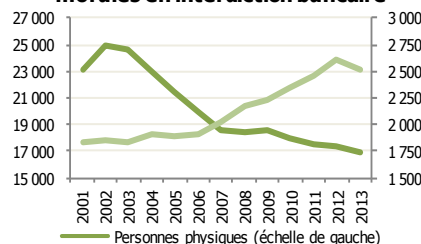
Les indicateurs disponibles témoignent d'une moindre vulnérabilité des particuliers et des entreprises en 2013. Concernant les particuliers, sur un an, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire est en repli (-3,2 % à 16 861), tout comme le nombre de retraits de cartes bancaires (-0,4 % à 4 703) et le nombre d'incidents de paiement sur chèques (-6,0 % à 119 792). Pour les entreprises, sur un an, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire est orienté à la baisse pour la première fois depuis 2005 (-3,6 % à 2 509). Les incidents de paiement sur effets baissent en nombre (-10,0 % à 1 372) comme en montant (-22,6 % à 8 352 milliers d'euros), avec une diminution significative du montant moyen des incidents de paiement sur effets en 2013 (-14,0 % à 6,1 milliers d'euros).

En milliers d'euros
Montant moyen des incidents de paiement sur effets



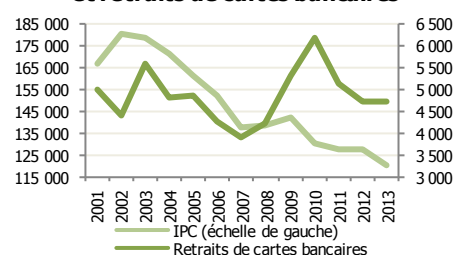
Source : IEDOM

Nombre de personnes physiques et morales en interdiction bancaire



Source : IEDOM

Incidents de paiement sur chèques et retraits de cartes bancaires



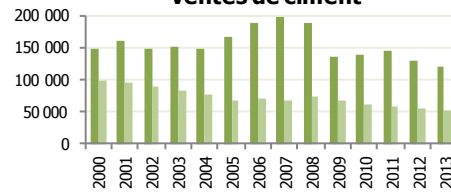
Source : IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

BTP : baisse des ventes de ciment en 2013

En 2013, les ventes totales de ciment sont en baisse en Martinique pour la sixième année consécutive (-7,6 %), atteignant le plus bas niveau depuis 2000, avec 171 168 tonnes. Dans le détail, les ventes en vrac, généralement destinées aux grands chantiers, accusent une baisse plus marquée que les ventes en sac, d'ordinaire dévolues à la construction privée, (-8,2 % à 118 924 tonnes et -6,1 % à 52 244, respectivement).

Ventes de ciment

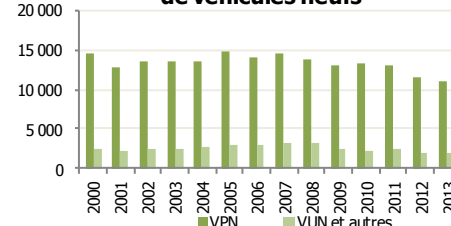


Source : Ciment Antillais

Immatriculations de véhicules neufs : dégradation en 2013

Les immatriculations de véhicules neufs sont en baisse sensible en 2013 (-4,1 %). Au total, 13 018 véhicules neufs ont été immatriculés, atteignant le plus bas niveau depuis 2000. Cette baisse concerne les véhicules particuliers neufs (VPN) (-3,8 % avec 11 091 immatriculations), comme les véhicules utilitaires neufs (VUN) (-4,1 % avec 1 804 immatriculations) et autres véhicules (bus, porteur et tracteur) (-26,3 % avec 123 immatriculations). La part des véhicules particuliers dans le total des ventes de véhicules) augmente ainsi de 6,8 points en 2013 pour représenter 92,0 % du total.

Immatriculations de véhicules neufs



Source : AAA

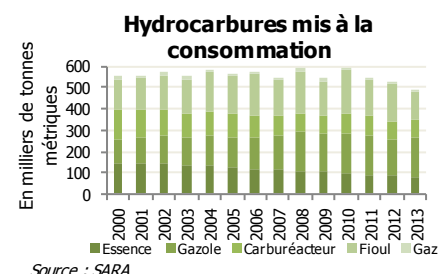
Emploi public : taux d'administration le plus élevé

[Le dernier numéro d'antianéchos publié par l'INSEE](#), consacré à l'emploi public en Martinique, met en exergue l'importance de la fonction publique dans notre région. La fonction publique employait 40 650 personnes en Martinique en 2011, ce qui en fait la région française ayant le taux d'administration le plus élevé (10,3 %), devant la Guadeloupe (9,2 %) et la Guyane (9,4 %). Les fonctionnaires

des trois fonctions publiques (État, Hospitalière et Territoriale), représentent ainsi un quart de la population active martiniquaise (22,7 % en Guadeloupe, 30 % en Guyane et 18,7 % en France métropolitaine). Les agents de catégorie C sont les plus nombreux (51 %) comme en métropole et dans les autres DFA. En outre, la fonction publique martiniquaise est fortement féminisée (62 % des agents sont des femmes) et ce, quelle que soit la catégorie considérée, comme en Guadeloupe et en métropole. La Martinique est par ailleurs, la deuxième région française ayant les fonctionnaires les plus âgés (22 % des agents de la fonction publique sont âgés de 55 ans et plus), derrière la Guadeloupe (23,3 %), mais loin devant la métropole (15 %).

Hydrocarbures : contraction de la consommation en 2013

En 2013, les quantités d'hydrocarbures mises à la consommation sur le marché martiniquais s'élèvent globalement à 491 milliers de tonnes métriques, en recul de 6,8 %. Les carburants routiers (super sans plomb, super et gazole route) qui représentent 45,4 % des hydrocarbures mis à la consommation, sont en diminution de 1,2 % par rapport à l'année dernière. La consommation de fioul qui représente 25,9 % des volumes mis à la consommation locale contribue le plus à la baisse (-8,6 %).



ACTUALITÉS RÉGIONALES

Forum UE / PTOM : augmentation du FED

Le 12^e Forum Union Européenne / Pays et territoires d'Outre-mer s'est déroulé le 5 décembre 2013 à Bruxelles. La 9^e décision d'association signée lors de ce jour s'articule autour de : la promotion de la coopération, la lutte contre les vulnérabilités et la compétitivité. L'enveloppe du Fonds Européen de Développement (FED) pour les PTOM est réévaluée à 364 millions d'euros pour la période 2014-2020 (contre 286 millions d'euros en 2008-2013).

PRINCIPAUX INDICATEURS

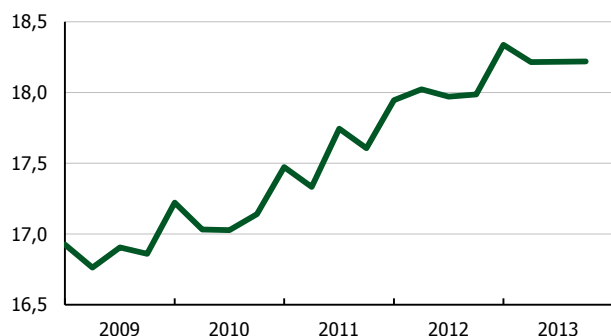
INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- novembre 2013	129,2	-0,1 %	+0,8 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- novembre 2013	45 821	-1,5 %	+3,5 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- septembre 2013	21 662	+1,2 %	0,0 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- septembre 2013	35 372	+2,9 %	-10,2 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- novembre 2013	231,9	-4,6 %	-14,3 %
	Hors produits pétroliers	- novembre 2013	159,6	-8,1 %	-11,8 %
	Exportations (millions d'euros)	- novembre 2013	49,9	+16,1 %	+113,6 %
	Hors produits pétroliers	- novembre 2013	12,2	-14,4 %	-21,5 %
Grande distribution (source : DIECCTE)	Taux de couverture mensuel		21,5 %		+11,6 pts
	Hors produits pétroliers		7,6 %		+ 3,7 pts
	Ch. d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- octobre 2013	44,6	+0,5 %	+2,9 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- octobre 2013	443,3		+0,9 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- décembre 2013	16 681	-1,5 %	-3,2 %
	Retraits de cartes bancaires	- décembre 2013	4 703	-1,4 %	-0,4 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aérien (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- novembre 2013	114 579	+7,0 %	+5,4 %
		- cumul annuel	1 469 732		+3,0 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- décembre 2013	31 876	+411,7 %	+51,3 %
		- cumul annuel	111 476	+40,0 %	+24,1 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- décembre 2013	12 673	-8,2 %	-5,6 %
		- cumul annuel	171 168		-7,6 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- décembre 2013	2 203	+123,4 %	+7,5 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- décembre 2013	244	+93,7 %	-13,8 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		12 895		-3,8 %

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Une activité financière toujours modérée à la réunion

Concours bancaires (en milliard d'euros)

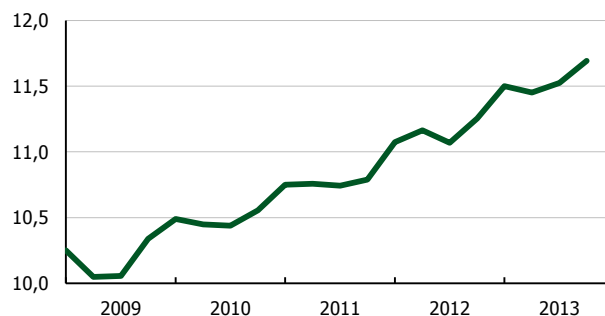


Source : IEDOM, Surfi

Depuis début 2013, l'encours brut total des crédits consentis à l'économie reste stable, à 18,2 milliards d'euros au troisième trimestre 2013. La progression des crédits aux ménages est intégralement compensée par la baisse de ceux consentis aux collectivités locales. Les concours consentis aux ménages se redressent ainsi (+ 1,0 %), après deux trimestres consécutifs durant lesquels ils avaient légèrement baissé (de 0,4 % puis 0,2 %). A l'inverse, l'encours des crédits consentis aux collectivités locales continue de se contracter (- 3,1 %). Les crédits aux entreprises restent stables, la bonne orientation des crédits immobiliers (essentiellement tournés vers le logement social) suffisant tout juste à annuler la baisse sensible des crédits d'investissement et d'exploitation.

Le total des actifs détenus par les établissements de crédit implantés localement représente 11,7 milliards d'euros à fin septembre 2013, et progresse de 1,4 % (+ 3,9 % sur un an). L'ensemble des composantes des actifs financiers contribuent à cette hausse, même si les placements liquides ou à court terme progressent plus rapidement que les placements à plus long terme, signe d'une préférence toujours marquée des agents économiques pour la liquidité. Ainsi, l'encours des dépôts à vue augmente de 2,4 % et les placements liquides de 1,5 %. L'épargne à long terme progresse plus lentement (+ 0,5 %).

Collecte d'épargne (en milliard d'euros)



Source : IEDOM, Surfi

Le « suivi de la conjoncture financière et bancaire au troisième trimestre 2013 » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

Diminution progressive de la sinistralité

Les créances douteuses brutes portées par l'ensemble des établissements de crédit baissent légèrement au troisième trimestre 2013 (- 0,3 %, contre + 0,1 % au trimestre précédent). Sur les douze derniers mois, elles diminuent de 4,6 %, témoignant d'une nette réduction de la sinistralité depuis la fin de l'année 2012. Le poids des créances douteuses reste cependant élevé, à 6,1 % de l'encours total des crédits à l'économie (contre 6,5 % un an auparavant). Leur taux de provisionnement s'établit à 57,6 % à fin septembre 2013, une nouvelle fois en baisse de 0,3 point par rapport au trimestre précédent, en raison de reprises sur les provisions constituées par les banques.

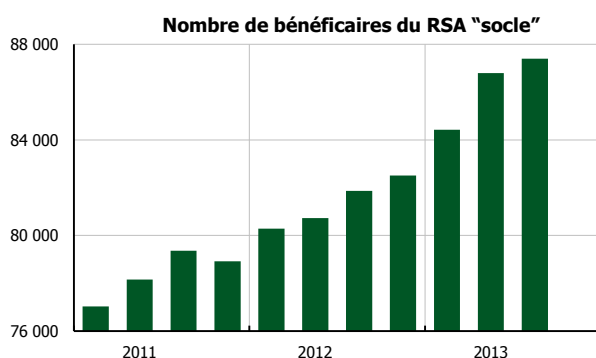
BRÈVES ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Décembre 2013	130,6	+ 0,3 %	+ 0,8 %
	IPC France entière		127,6	+ 0,3 %	+ 0,7 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Novembre 2013	26 735	+ 1,4 %	- 9,1 %
	Cumul (milliers d'euros)		258 993	-	- 3,9 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros)	Novembre 2013	419,1	+ 11,8 %	- 8,8 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Nov.	4 045,5	-	- 6,5 %
	Exportations (millions d'euros)	Novembre 2013	26,5	+ 7,6 %	- 30,9 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Nov.	264,7	-	- 5,9 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Novembre 2013	133 910	- 0,9 %	+ 2,9 %

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Novembre 2013	166 216	- 15,0 %	+ 1,8 %
	Cumul	cumul Nov.	1 852 813	-	- 2,0 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	Septembre 2013	59 400	- 12,3 %	- 0,8 %
	Cumul	cumul Sept.	574 500	-	- 2,9 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	Octobre 2013	19 724	-	- 11,4 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Octobre 2013	266,1	-	- 7,4 %
	Effectifs salariés du BTP	Septembre 2013	15 833	-1,2 %	- 6,2 %

Hausse du nombre de foyers bénéficiaires du RSA "socle" au 3^e trimestre 2013

Source : CAF

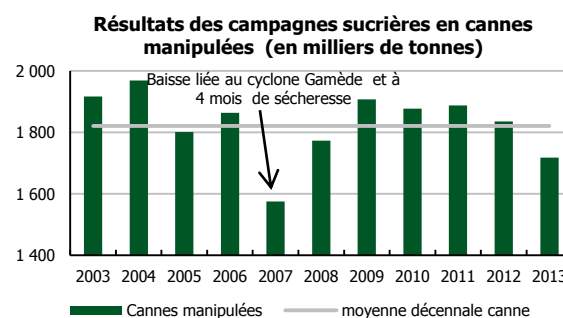
Le nombre de bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active "socle" (RSA "socle"), qui remplace le RMI et l'allocation parent isolé depuis le 1^{er} janvier 2011, s'inscrit en hausse de 0,7 % à fin septembre 2013 par rapport à fin juin 2013. Sur un an, ce nombre progresse de 6,8 %. Cette augmentation concerne principalement les femmes sans enfant et les personnes de plus de 60 ans, qui augmentent respectivement de 2,3 % et de 5,8 %.

La Caisse d'allocation familiale a octroyé 134,0 millions d'euros à l'ensemble des bénéficiaires du RSA ("socle" et "activité") au cours du troisième trimestre 2013, soit une hausse de 0,8 %.

Baisse du volume de cannes manipulées lors de la campagne 2013

La campagne cannière 2013 s'inscrit en baisse par rapport à celle de 2012, en raison de la sécheresse qui sévit depuis plus de trois ans. Les volumes de cannes manipulées diminuent ainsi de 6,4 % par rapport à 2012. Les résultats de 2013 sont également inférieurs à la moyenne décennale (- 5,7 %).

Les deux usines sucrières sont touchées par cette contraction. Les volumes de cannes manipulées reculent ainsi de 8,2 % à l'usine de Bois rouge et de 4,6 % à l'usine du Gol.



source : eRcane

Légère hausse de l'emploi dans le secteur privé au 3^e trimestre 2013

L'emploi dans le secteur privé progresse légèrement de 0,4 % au troisième trimestre 2013 par rapport troisième trimestre 2012, selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos), tandis qu'il baisse légèrement de 0,6 % au niveau national. Cette hausse est portée par les services, hors commerce et les services d'hébergement et de restauration. Par ailleurs, la masse salariale dans l'île progresse à un rythme supérieur à celui de la France entière : + 1,8 % à La Réunion sur un an, contre + 1,2 % au niveau national.

Pose de la première pierre de la Nouvelle route du littoral

Le Président de Région, Didier ROBERT et Jean-Luc MARX, Préfet de la Réunion, ont officiellement lancé le début des travaux de la Nouvelle route du littoral le 20 décembre 2013. Ainsi, La pose de ce premier accropode (bloc de béton servant à briser la houle) symbolise le démarrage du chantier de la Nouvelle Route du littoral.

Pour mémoire, le coût du projet est de 1,632 milliard d'euros. Le chantier bénéficie de 789 millions d'euros d'aides de l'État et de 151 millions d'euros de l'Union Européenne, via le Feder. La Région intervient également au financement, à hauteur de 692 millions d'euros.

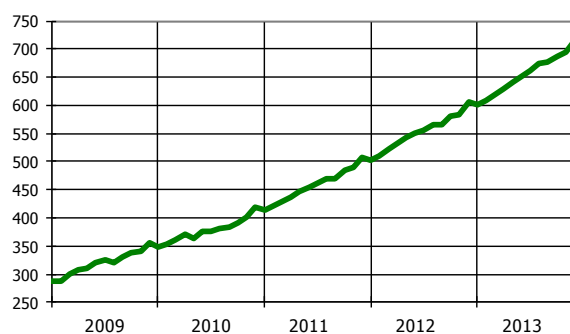
ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes

En décembre 2013, les émissions nettes de billets progressent de 21,1 millions d'euros après avoir augmenté de 7,0 millions le mois précédent (+3,0 % contre +1,0 % en novembre) et s'établissent à 714,6 millions d'euros. En volume, les émissions nettes de billets croissent de 4,1 % sur la période (après +1,2 % le mois dernier). Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte s'établit ainsi à 13,1 millions au 31 décembre dont 72,3 % sont constitués par la coupure de 50 € (qui représente 66,4 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La progression de l'émission nette a été plus marquée en nombre qu'en valeur ; la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île s'est donc dépréciée de 56 centimes s'établissant à 54,4 € au 31 décembre 2013.

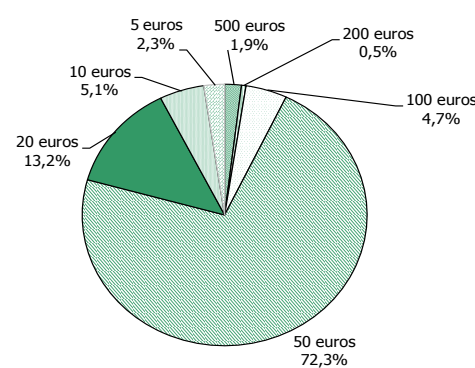
Emissions nettes cumulées de billets au 31 décembre 2013

En millions d'euros



Source : IEDOM

Répartition des billets en nombre au 31 décembre 2013



Source : IEDOM

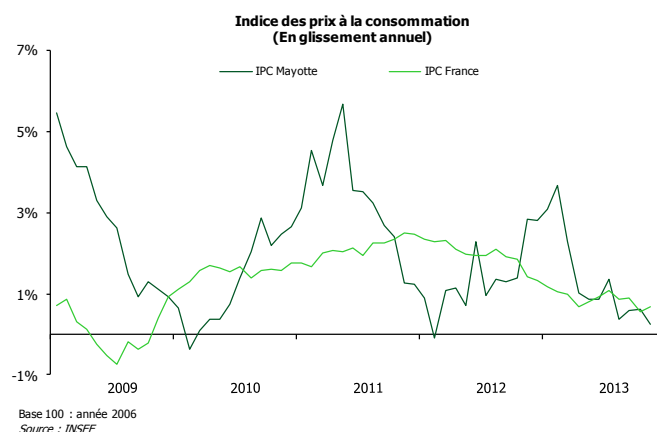
BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Stabilité des prix en novembre

L'Indice des prix à la consommation (IPC) est stable (+0,0 %) au mois de novembre 2013. Les prix des produits alimentaires augmentent légèrement (+0,3 %) tandis que ceux des services aux ménages diminuent (-0,3 %). L'ensemble des autres postes, produits manufacturés, énergie et tabac, est stable.

Sur un an, l'IPC progresse à nouveau faiblement (+0,2 % contre +0,6 % au mois d'octobre), toujours sous l'effet de la hausse des prix des produits alimentaires (+2,3 % contre +3,2 % au mois précédent). Les prix de l'énergie (-1,1 %), des produits manufacturés (-0,6 %) et des services aux ménages (-0,4 %) se replient.

Le 31 décembre, trois décrets Lurel ont été publiés au journal officiel, le premier pour les départements français d'Amérique, le deuxième pour La Réunion et le troisième pour Mayotte afin de réglementer la fixation par l'État des prix des produits pétroliers. Les prix maximum continueront d'être fixés par le Préfet en tenant compte des spécificités de chacun des territoires. Par ailleurs, le nouveau décret prévoit la fixation des marges, de gros et de détail, maximales autorisées pour les sociétés pétrolières. Enfin, les évolutions des prix devront faire l'objet d'une présentation à l'observatoire des prix, des marges et des revenus.



Base 100 : année 2006
Source : INSEE

Mise en place du droit commun : octroi de mer, construction et logement

La loi de finances rectificative pour 2013, adoptée par l'Assemblée nationale et publiée au journal officiel le 30 décembre 2013, présente plusieurs dispositions spécifiques à Mayotte dans le cadre de la mise en place progressive du droit commun à compter du 1^{er} janvier 2014. Entre autres, l'entrée en vigueur de la taxe sur les boissons non alcoolisées et celle sur les boissons contenant des édulcolorants de synthèse et ne contenant pas de sucres ajoutées sera étalée sur quatre ans ; la taxe sur les conventions d'assurance sera réduite de moitié durant cinq ans ; la Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) ne sera applicable qu'à partir de 2018, date à compter de laquelle elle s'élèvera à dix euros par tonne de déchets réceptionnés dans une installation de stockage de déchets non dangereux. Par ailleurs, à compter du 1^{er} janvier 2014, l'octroi de mer et l'octroi de mer régional seront appliqués à Mayotte. À titre d'exemple, les carburants seront dorénavant taxés à hauteur de 54 euros par hectolitre (€/hl) pour les essences et super-carburants, de 34 €/hl pour le gazole et de 5 €/hl pour le gazole non routier. Dès le 1^{er} janvier 2014, le Conseil général pourra décider de modifier les taux fixés par la loi de finances rectificative pour encourager la production locale et/ou maîtriser le prix des produits dans certains secteurs.

En outre, l'extension et l'adaptation du Code de la construction et de l'habitation ainsi que diverses lois relatives au logement ont été rendues applicables à Mayotte par un décret du 27 décembre. Entre autres, les normes d'accès des bâtiments collectifs aux personnes handicapées, les caractéristiques du logement décent et les normes de sécurité des bâtiments et des constructions vont progressivement être mises en place et alignées sur le droit commun. Ainsi, l'installation d'un ascenseur dans les bâtiments d'habitation collectifs de plus de trois étages devra être effective à partir du 1^{er} janvier 2016. Aussi, les personnes handicapées devront pouvoir accéder aux Établissements recevant du public (ERP), dont le permis de construire sera déposé à partir du 1^{er} janvier 2016, et aux autres types de construction accessibles au public ou à vocation d'être louées à compter du 1^{er} janvier 2018.

Le RSA et le SMIG, revalorisés au 1^{er} janvier 2014, poursuivent leur rattrapage

Le Revenu de solidarité active (RSA) a été revalorisé de 37,5 %, contre +1,3 % en Métropole. Il représente à présent 249,7 euros pour un foyer composé d'un seul allocataire, soit la moitié de l'allocation perçue en France métropolitaine (499,3 euros). En outre, certains bénéficiaires du RSA, les bénéficiaires de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS) et de la prime forfaitaire pour reprise d'activité se sont vus octroyer une aide exceptionnelle de fin d'année à Mayotte. Cette aide est de 38,11 euros pour un ménage composé d'une seule personne, majorée de 50 % pour un foyer composé de deux personnes et de 30 % pour toute personne supplémentaire.

D'autre part, le Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) augmente de 2,2 % pour atteindre 7,1 euros par heure à compter du 1^{er} janvier 2014.

Des grèves ont paralysé l'économie de l'île

Début décembre, les liaisons entre Petite et Grande-Terre ont été fortement perturbées par la grève du personnel navigant du Service des transports maritimes (STM). Le trafic de personnes et de marchandises a été presque totalement paralysé durant cinq jours à l'issue desquels une sortie de crise a été négociée entre les grévistes, qui demandaient le départ d'un membre de la direction, et le Conseil général gestionnaire du service public.

Par ailleurs, le mardi 10 décembre, un mouvement commun aux sociétés pétrolières des cinq Départements d'outre-mer (DOM) a conduit à la fermeture inopinée de toutes les stations services de l'île. Leurs revendications portent sur la mise en place du décret Lurel sur les produits pétroliers dont elles contestent l'opportunité et le contenu.

Rapport Lebreton : un plan d'urgence pour le système éducatif mahorais est préconisé

Le député Patrick LEBRETON a rendu le 4 décembre son rapport sur la régionalisation de l'emploi en Outre-mer. Quatre principaux axes ont été dégagés : piloter la réforme de l'emploi, moderniser et fluidifier les marchés de l'emploi local, régionaliser la formation pour régionaliser l'emploi et adapter les règles de la fonction publique aux réalités des outre-mer et des ultra-marins. Parmi les vingt-cinq propositions présentées dans le rapport, figure la mise en place d'un plan d'urgence pour redresser le système éducatif de Mayotte. L'insuffisance de constructions scolaires, et le système de rotation des élèves induit (un flux d'élèves le matin et un autre l'après-midi dans la même salle de classe), conduit à un accès inégalitaire à l'éducation. Une mission d'inspection relative aux constructions scolaires du premier degré, conduite à Mayotte par les Inspections générales de l'administration et de l'administration de l'Éducation nationale et de la recherche, évalue ainsi à près de 600 le nombre de salles de classe nécessaires pour supprimer les rotations, accroître la scolarisation des enfants de trois ans et améliorer le taux d'encadrement des élèves à l'horizon 2020.

Arrivée de la carte vitale à Mayotte

Les huit premières cartes vitales 2 ont été remises le 12 décembre lors d'une cérémonie en présence du Préfet Jacques WITKOWSKI, du directeur de la Caisse de sécurité sociale de Mayotte (CSSM), Jean VERON, et de la présidente de l'ordre local des médecins, le docteur DEMONTERA. Dès 2014, la carte vitale sera progressivement distribuée à l'ensemble des bénéficiaires de l'assurance maladie.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	nov-13		117,1	0,0%	0,2%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	sept.-13		5 809	-17,8%	-22,2%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-13	62 924	100,6%	180,1%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	sept.-13	334 661	23,2%	44,0%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-13	284	-40,7%	-53,7%
		cumulées	sept.-13	5 722	5,2%	-4,0%
	Taux de couverture	mensuel	sept.-13	0,45%	-1,08 pt	-2,28 pt
		cumulé	sept.-13	1,71%	-0,29 pt	-0,85 pt
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aérien (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	oct.-13	304	-12,9%	-23,8%
		cumulés	oct.-13	3 876	-	-4,8%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	oct.-13	25 170	10,0%	7,5%
		cumulés	oct.-13	247 038	-	8,8%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	mensuels	oct.-13	19,7	-16,5%	83,0%
		cumulés	oct.-13	301,2	-	-3,2%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles	sept.-13	9 691	118,3%	17,0%
		cumulées	sept.-13	59 155	-	-2,8%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		sept.-13	39 641	0,6%	1,3%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée	sept.-13	197 758	-	8,8%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	sept.-13	9 091	1,9%	3,3%
		cumulée	sept.-13	85 788	-	3,2%
Automobile (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles	déc.-13	218,0	26,0%	32,9%
		cumulées	déc.-13	2 365	-	6,7%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels	déc.-13	712	16,3%	27,4%
		cumulées	déc.-13	8 825	-	5,9%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles	sept.-13	0,0	-100,0%	-100,0%
		cumulées	sept.-13	62,8	-	35,3%
	- en milliers euros	mensuelles	sept.-13	0,0	-100,0%	-100,0%
		cumulées	sept.-13	484,1	-	45,4%

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Indicateurs de vulnérabilité des ménages

En octobre 2013, le Fichier central des chèques (FCC) de la Banque de France a enregistré cinq incidents de paiement sur chèques et un retrait de carte bancaire. Par ailleurs, l'archipel comptait 9 personnes physiques en situation d'interdiction bancaire.

Réunion de la Commission de surendettement

La commission de surendettement de Saint-Pierre s'est réunie en décembre sous la présidence du Préfet. La tenue de cette commission a été l'occasion de réaffirmer le caractère opérationnel de ce dispositif dans l'archipel ainsi que l'importance, en amont et en aval de la commission, de l'accompagnement des débiteurs surendettés par les acteurs de la sphère sociale.

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Accord de 1,3 million d'euros en faveur de la CISPM

L'Agence française de développement (AFD) a signé le 22 novembre 2013 un prêt de 1,3 million d'euros en faveur de la Coopérative des Iles de Saint-Pierre et Miquelon (CISPM) pour le refinancement de son programme de prêts 2013-2014 destinés à l'acquisition de terrains, à l'acquisition ou la construction de résidences principales pour des primo-accédants ainsi qu'à la rénovation d'habitations principales en faveur de personnes à revenus faibles ou intermédiaires.

L'AFD, dans le cadre de son intervention en faveur du logement en outre mer, soutient la CISPM depuis sa création en 1949 à l'initiative du Conseil général et de la Caisse centrale de la France d'Outre-mer. En effet, la CISPM dont le rôle ne se limite pas à l'octroi de crédits bancaires, mais comporte également une dimension sociale, contribue à cette mission d'appui à l'accès au logement pour tous. Ainsi, cette institution offre un accompagnement social aux ménages emprunteurs, afin de les aider à élaborer un projet d'habitat compatible avec leurs besoins et leurs capacités financières. Ce concours a également bénéficié d'un appui du Conseil territorial qui s'est porté garant de la CISPM à hauteur de 30 %.

Par son action, la CISPM appuie la politique publique prioritaire qu'est le logement social, et assure une réelle mission d'intérêt général avec un impact très significatif à l'échelle du territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon.

11^e FED : 26 millions d'euros pour Saint-Pierre et Miquelon

Au premier jour (le 5 décembre) du forum 2013 organisé à Bruxelles par l'Union européenne. La Commission européenne a informé Saint-Pierre et Miquelon de sa dotation 2014/2020 dans le cadre du 11^e FED (Fonds Européen de Développement). Saint-Pierre et Miquelon se verra donc gratifier de 26,35M€ pour le XI^e FED (d'un montant global de 229M€). L'archipel voit son enveloppe progresser de 30 % par rapport à sa précédente dotation 2007/2013.

Lors de la réunion trilatérale (EU/SPM/Etat Français) du 02 décembre 2013, Mme Jolita BUTKEVICIENNE, Directrice Amérique Latine et Caraïbes (DG DevCO), a notamment relevé la qualité et le sérieux de la gestion de Saint-Pierre et Miquelon.

23^e réunion de l'ICCAT en Afrique du Sud

C'est dans la ville du Cap (Afrique du Sud) que s'est déroulé du 18 au 25 novembre la 23^e réunion ordinaire de la Commission Internationale pour la préservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT).

La France est membre de l'ICCAT à deux titres : d'une part en tant qu'Etat membre de l'Union européenne, et d'autre part directement au titre de ses territoires (PTOM). Saint Pierre et Miquelon est membre des panels 1 (thonidés tropicaux), 2 (thonidés eaux tempérées nord) et 4 (autres espèces dont l'Espadon du nord).

A l'issue de cette réunion, les quotas de pêche de l'archipel ont été maintenus. En effet, les allocations attribuées à l'archipel sur les thonidés restent les mêmes qu'en 2013. Saint-Pierre et Miquelon dispose donc de 4 tonnes de thon rouge, 80 tonnes d'espadon et 200 tonnes de thon germon.

SPM présent aux rencontres « TRIP 2013 » sur le développement numérique

Du 26 au 27 novembre, la collectivité de Saint-Pierre et Miquelon a participé pour la première fois aux rencontres organisées par l'Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA) intitulées : Territoires et Réseaux d'Initiative Publique 2013 (TRIP). La Collectivité a adhéré en 2013 à cette association. Cette rencontre annuelle connaît traditionnellement un vif succès, pas moins de 530 personnes étaient attendues pour cette nouvelle édition.

Dans le cadre de ces rencontres, et à l'occasion de la table ronde du mardi 26 intitulée « Territoires en Actions », le projet de câble numérique sous-marin a pu être présenté par la collectivité territoriale. Ce projet est le seul dossier ultra-marin ayant à ce jour reçu le soutien du grand emprunt au titre de l'implantation d'un câble numérique sous-marin. C'est également lors de ce colloque que le Conseil national du Numérique a effectué la remise officielle du rapport sur l'inclusion numérique à la Ministre Fleur PELLERIN.

Les PTOM invités d'honneur au Parlement européen

Le mardi 03 décembre les PTOM étaient à l'honneur au Parlement européen. En effet, l'OCTA (Association of Overseas Countries And Territories of the European Union) et ses membres ont été invités à une conférence débat sous la présidence de M. Maurice PONGA (Député européen et Président du Groupe de travail « Iles et Outre-mer » de l'intergroupe au Parlement européen « Changement climatique, biodiversité et développement durable ») et M. Miguel Angel MARTINEZ, Vice-président du Parlement européen.

L'objectif de la conférence était de sensibiliser les décideurs sur les atouts que représentent les PTOM.

Après la session d'ouverture par le Député européen, le Vice-président du Parlement et Stéphane ARTANO (Président 2013 de l'OCTA), se sont enchaînées 3 sessions d'échanges sur les thèmes suivants :

- les énergies renouvelables comme moteur pour une économie durable,
- changement climatique : transformer un défi en une opportunité,
- promouvoir la gestion durable et la conservation de la biodiversité.

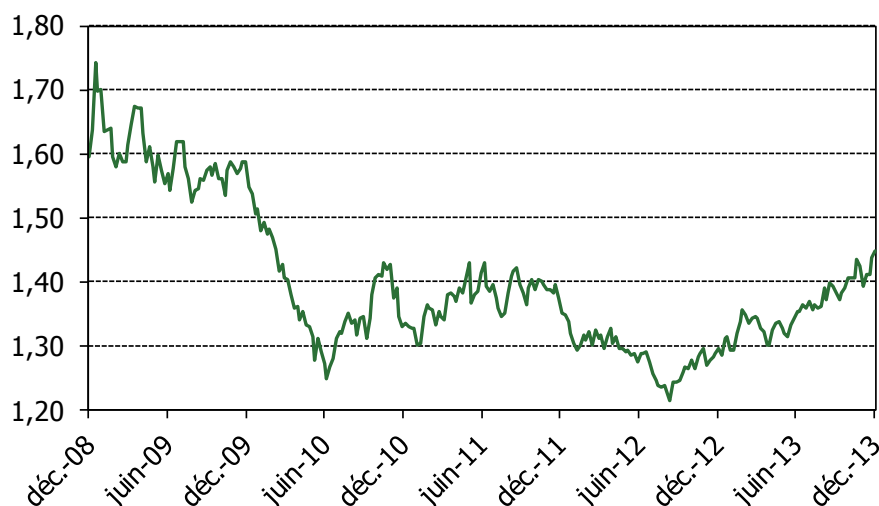
A chaque session, des représentants de PTOM ont pu présenter les avancées de leur territoire dans les différents domaines et l'Union européenne apporter sa vision sur ces sujets.

La dépréciation du dollar canadien se poursuit

Le cours de la devise canadienne poursuit sa dépréciation face à l'euro au quatrième trimestre 2013. Le taux de change de l'euro, évolue de 4,7 % entre le 5 septembre 2013 et le 5 décembre 2013. Il évolue de 12,1 % sur un an.

Il s'établit ainsi à 1,4487 CAN/EUR au 5 décembre contre 1,3837 CAN/EUR au 5 septembre 2013.

Taux de change du dollar canadien pour un euro



Source : banque-france.fr

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

Prix

(Source : Préfecture)

	Données brutes	Δ % trimestre précédent	Glissement annuel
Prix à la consommation – 3 ^e trimestre 2013	-	+0,22 %	+2,6 %

Emploi

(Source : DCSTEP)

	Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A) Octobre 2013 :	223	4,7%	-9,0%
Nombre de demandeurs d'emploi (catégorie 1) Octobre 2013 :	167	7,7%	-6,2%
Nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois indemnisés Octobre 2013 :	ND	ND	ND
RSA Nombre de bénéficiaires - fin octobre 2013 :	40	-14,9%	-7,0%
Nombre de personnes à charge - fin octobre 2013 :	75	-11,8%	0,0%
Importations (milliers d'euros) Octobre 2013 : Cumul annuel :	6 611 74 891	20,0% 25,0%	263,6% 21,7%
Exportations (milliers d'euros) Octobre 2013 : Cumul annuel :	0 1 516	-100,0% 14,9%	-100,0% 39,5%
Déficit commercial (milliers d'euros) Octobre 2013: Cumul annuel	-6 611 -73 375	-238,2% -225,2%	285,0% 21,4%

RSA

(Source : CPS)

Commerce extérieur

(Source : Douanes)

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

Pêche 3Ps

(Source : Pôle Maritime)

Pêche 2J

(Source : Pôle Maritime)

Pêche ICCAT

(Source : Pôle Maritime)

Pêche OPANO

(Source : Pôle Maritime)

Trafic aéroportuaire Aéroport de Saint-Pierre

(Source : Aviation civile)

	Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Débarquements (en tonnes) Entre avril 2013 et novembre 2013	1 443	46,3%	-
Débarquements (en tonnes) Entre avril 2013 et novembre 2013	n-c	-	-
Débarquements (en tonnes) Entre avril 2013 et novembre 2013	23,1	0,0%	-
Débarquements (en tonnes) Entre avril 2013 et novembre 2013	206	28,8%	-
Nombre de passagers (arrivées + départs) Novembre 2013 : Cumul annuel :	2 721 32 091	-31,4% 47,3%	-18,8% -0,8%
Mouvements d'avions Novembre 2013 : Cumul annuel :	234 2 473	-20,4% 49,1%	32,2% -1,7%
Fret et envois postaux (en tonnes) Novembre 2013 : Cumul annuel :	16 501 175 632	21,7% 36,8%	-27,9% 3,7%

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,25%	13/11/2013
Taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/13)				
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

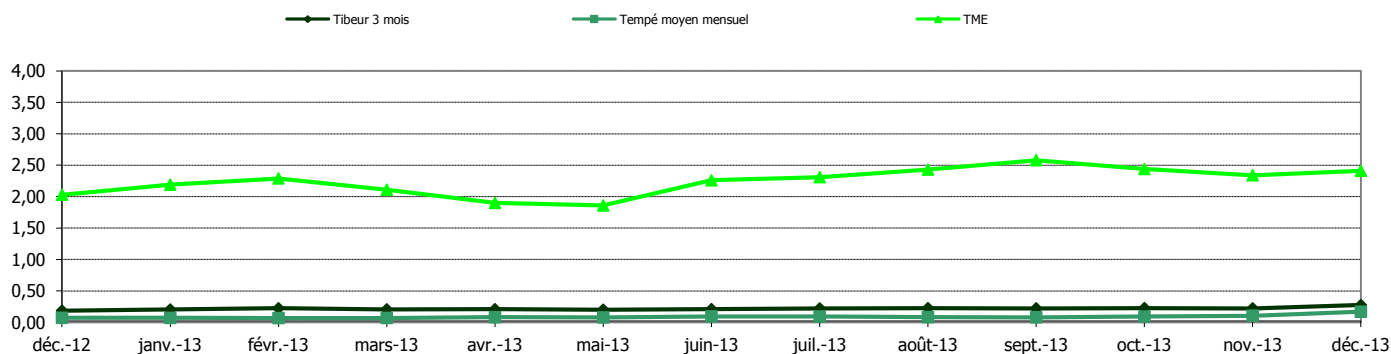
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)					TIBEUR (Décembre 2013)			
Septembre	Octobre	Novembre	Décembre		1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,0805%	0,0924%	0,1057%	0,1694%		0,2160%	0,2750%	0,3720%	0,5440%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)					Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Septembre	Octobre	Novembre	Décembre		Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
2,58%	2,44%	2,34%	2,41%		2,78%	2,64%	2,54%	2,61%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1er janvier 2014)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale		Seuils de l'usure	
Prêts immobiliers							
Prêts à taux fixe		5,04%		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament		7,96%	
Prêts à taux variable		4,51%		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable		3,76%	
Prêts-relais		5,23%		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe		4,83%	
Autres prêts				Découverts en compte (1)		13,31%	
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros		20,23%		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans		4,36%	
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros		15,12%		Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale		Seuils de l'usure	
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros		10,35%		Découverts en compte (1)		13,31%	

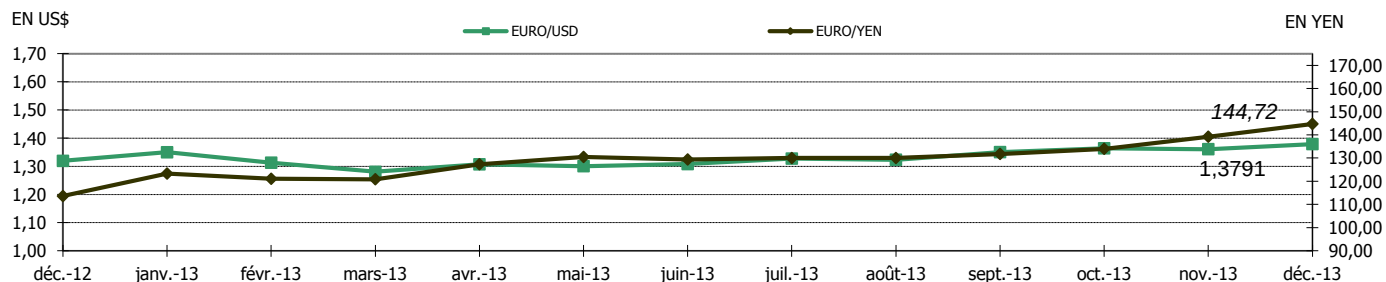
(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)			
EURO/USD (Etats-Unis)	1,3791	EURO/ZAR (Afrique du sud)	14,5660
EURO/JPY (Japon)	144,7200	EURO/BWP (Botswana)	12,0176
EURO/CAD (Canada)	1,4671	EURO/SCR (Seychelles)	16,5859
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,83370	EURO/MUR (Maurice)	41,2607
EURO/SGD (Singapour)	1,7414	EURO/BRL (Brésil)	3,2576
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,6933	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,6467
EURO/MGA (Madagascar)	3078,2352	EURO/XCD (Dominique)	3,7104
		EURO/USD (Surinam)	4,5349
		EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,4598
		EURO/DOP (Rép. Dom.)	58,6788
		EURO/BBD (La Barbade)	2,7484
		EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,8087
		EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
		EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro					
1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 17 janvier 2014 - Dépôt légal : janvier 2014 - ISSN 1284-4438